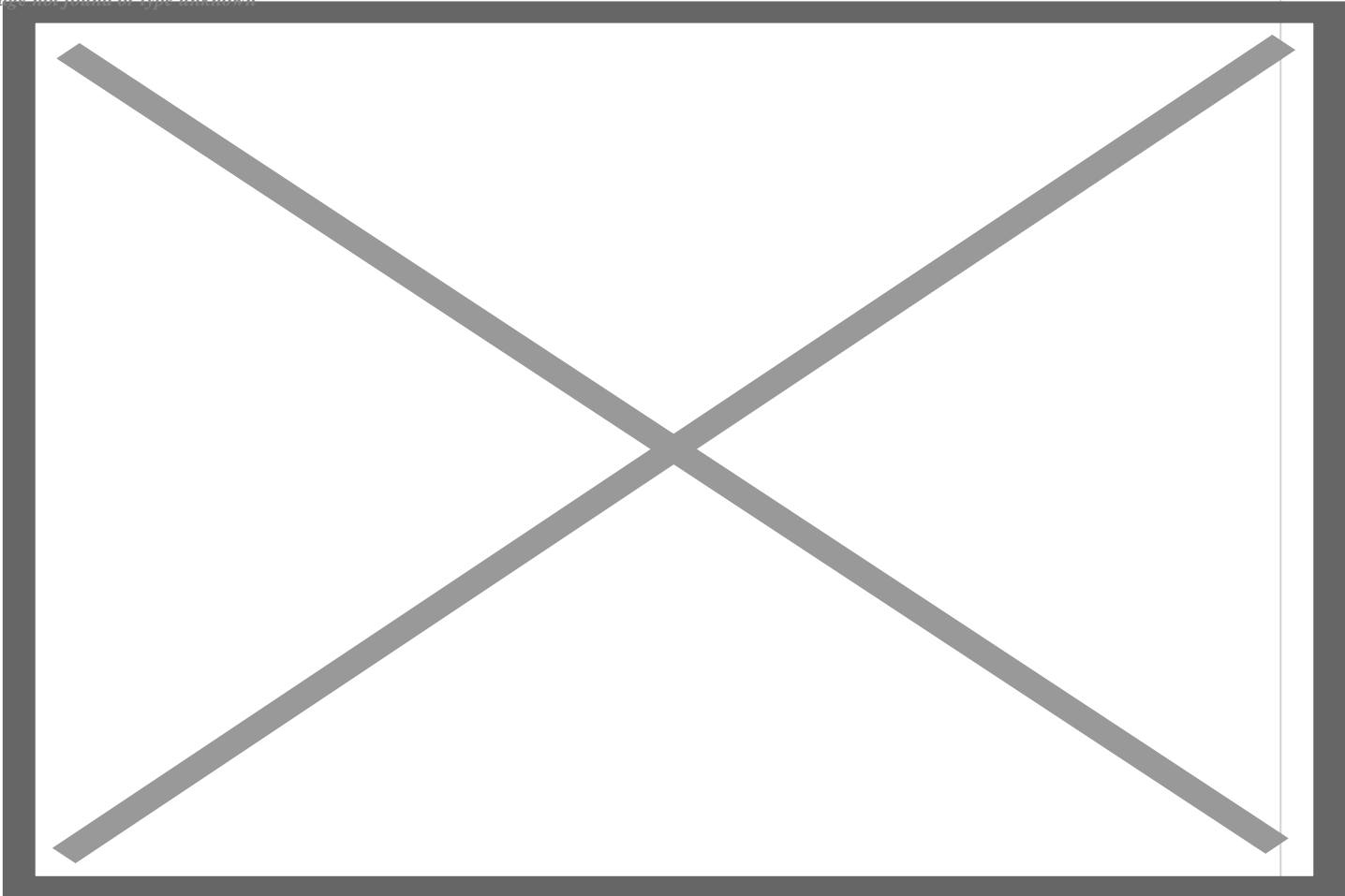


L'on estime qu'il n'y aura pas de gagnant au premier tour de la présidentielle de dimanche au Chili

Image not found or type unknown



Santiago du Chili, 19 novembre (RHC) A l'approche des élections au Chili, le panorama est aujourd'hui complexe, car aucun candidat ne s'imposera, semble-t-il, au premier tour et tout indique qu'il en faudra un

second le 19 décembre pour élire le prochain président.

Sept candidats d'un large spectre politique aspirent au Palais de la Monnaie (siège de l'exécutif), mais la quasi-totalité des études d'opinion s'accordent à dire que ceux qui ont le plus d'intention de vote n'atteignent pas 30 pour cent.

Les sondages, qui au cours des deux dernières années ont échoué dans leurs prédictions électorales, placent aux premières positions Gabriel Boric, de la coalition de gauche Apruebo Dignidad, et l'extrémiste de droite José Antonio Kast, du Parti républicain.

Aucun des deux partis ne fait partie de ceux qui ont gouverné le pays au cours des trois dernières décennies, ce qui est dû au discrédit des formations politiques traditionnelles, surtout après l'explosion sociale de 2019.

Boric, qui a seulement 35 ans, est le plus jeune candidat à la présidence chilienne, issu des manifestations étudiantes de 2011 et actuellement député du district 28 de la Région de Magellan et de l'Antarctique chilienne.

Kast, du Parti républicain, est un défenseur de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) et ses positions sont proches du président brésilien Jair Bolsonaro et de l'ancien dirigeant américain Donald Trump (2017-2021).

D'origine allemande, Kast a été au centre de la polémique car il a nié les assassinats et disparitions pendant la dictature de Pinochet, et il prétend creuser un fossé à la frontière pour empêcher le passage des migrants ou séparer le pays du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Ce sont deux visions très différentes : l'une de Boric qui veut avancer dans les changements pour qu'il y ait plus de stabilité et l'autre qui parie sur la confrontation, sur la négation des problèmes et sur leur mise sous le tapis, comme c'est le cas de Kast, a déclaré le député Giorgio Jackson.

Yasna Provoste, de la coalition de centre-gauche Nouveau Pacte Social; Sebastián Sichel, de Podemos Más, parti au pouvoir; Marco Enriquez-Ominami, du Parti progressiste; Eduardo Artés, de l'Union patriotique, et l'économiste Franco Parisi, du Parti du Peuple.

Mais, à quelques jours des élections, 58 pour cent des électeurs ne savent pas pour qui voter, selon une étude publiée par le consultant Rebaño, un laboratoire de communication basé sur l'intelligence numérique.

À cela s'ajoute le problème structurel de l'abstention. Depuis que le vote volontaire a été approuvé en 2012, la participation aux urnes a chuté, au point que l'actuel Congrès National a été élu en 2017 avec 48 pour cent et le président Sebastián Piñera avec 50.

Quiconque sera élu pour la période 2022-2026 devra faire face à un scénario difficile, marqué par les problèmes sanitaires, économiques et sociaux découlant du Covid-19.

La pandémie est maîtrisée dans le pays, où plus de 38000 décès et 1,7 million de cas de contamination ont été enregistrés, bien que les cas aient augmenté ces derniers mois.

À cela s'ajoute la crise migratoire dans le nord et le conflit dans la région méridionale de l'Araucanie, où le peuple mapuche réclame la restitution de terres ancestrales.

Celui qui remplacera Piñera au Palais de la Monnaie devra orienter le processus en cours pour doter le pays d'une grande charte qui remplacera celle en vigueur depuis l'époque de la dictature.

Cela a été l'une des principales revendications de l'explosion sociale de 2019, et un an plus tard, le peuple a décidé d'écarter à une majorité écrasante (78 pour cent) de modifier la constitution, afin de renforcer le rôle de l'État et de garantir les droits sociaux à tous les Chiliens.

La convention chargée de rédiger le texte est formée de 155 constituants, dont 17 représentants des peuples originaires, et disposera d'un délai de neuf mois, renouvelable de trois mois, pour l'élaborer.

Le prochain président devra accompagner le processus vers la mise en œuvre de la nouvelle charte fondamentale, qui devra être soumise à un référendum pour ratification à la mi-2022.

(PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/277579-lon-estime-quil-ny-aura-pas-de-gagnant-au-premier-tour-de-la-presidentielle-de-dimanche-au-chili>



Radio Habana Cuba